

# GRESCO

Groupe de Recherches et d'études sociologiques  
du Centre Ouest - EA 3815



## APPEL A COMMUNICATIONS

Colloque

*« Territoire(s) et réseaux locaux :  
quelles perspectives théoriques et méthodologiques en  
sciences sociales ? »*

*29-30 Mai 2013*

GRESCO EA 3815 / Universités de Poitiers et de Limoges

MSHS Poitiers

L'approche locale d'une institution, d'un mouvement ou d'un fait social renvoie à des conceptions différentes de la construction des objets de recherche en sciences sociales. A l'intersection de plusieurs disciplines (sociologie, géographie sociale, anthropologie et sciences politiques...), ce colloque propose de faire l'état des lieux des méthodes de recherche actuelles permettant de saisir les dimensions spatiales des phénomènes sociaux.

Dans cette perspective, nous nous intéressons aux notions utilisées par les chercheurs telles que « territoire », « local » et « localité ». Comment le local se construit-il comme variable explicative ou comme catégorie d'analyse au sein des différentes disciplines en sciences sociales ? Nous débattons des ambiguïtés de ces notions comme des manières d'envisager l'action sociale entre espace physique et espace social : des effets du local sur l'action collective et individuelle, aux rôles des acteurs et des actrices dans les réseaux et à la multi-dimensionnalité des interactions entre local, national et global.

Les méthodes d'enquête, monographiques, ethnographiques, quantitatives, et comparatives seront questionnées afin d'appréhender la manière dont elles peuvent être mobilisées par le chercheur. Quels sont les avantages, les limites et les coûts de chacune des méthodes envisagées ? Un ensemble de concepts seront au cœur des discussions, entre autres le capital social (Bourdieu, 1980) et celui d'autochtonie (Chamboredon et al, 1984 ; Retière, 2003, Renahy, 2005). Ceux-ci se situent à l'intersection des réflexions sur les réseaux sociaux - pensés comme un ensemble d'interactions continues entre les individus, sur les sentiments d'appartenance à un groupe, sur les formes de proximités territoriales / sociales ou encore sur les stratégies d'investissements constitutives d'une position sociale à produire ou à reproduire. Enfin, c'est dans une démarche de comparaison internationale que nous souhaitons également engager ce débat autour des formes de mobilisation, de résistance et d'engagement inscrites localement. Nous questionnerons l'enchevêtrement de différentes échelles et notamment celles du local, du national et de l'international. Leur articulation permet-elle de dépasser la notion de territoire ?

Trois axes de réflexion sont envisagés pour ce colloque :

## 1 « Faire son territoire » : repenser les inégalités sociales

La décentralisation a donné plus de poids aux collectivités territoriales dans l'organisation nationale. Pour autant, les individus s'affranchissent-ils des contraintes spatiales traditionnelles sans remettre en cause leur ancrage territorial ? Peut-on alors distinguer plusieurs façons de « faire son territoire », en dépassant les normes administratives ? Nous pourrions également nous demander si au contraire le territoire est toujours un espace auquel est rattaché un ensemble de modalités d'identification, et dans quel cas il devient pertinent pour les chercheurs, à analyser son rôle et ses fonctions dans les processus de construction identitaire (Dubar, 2002), dans les trajectoires des individus et dans les discriminations spatiales rurales comme urbaines.

Le territoire constitue une ressource sociale dont il convient d'apprécier la nécessité pour les individus dans une période où les obstacles pour accéder à une position stable (notamment sur le marché du travail) sont de plus en plus nombreux. La « vie communautaire » – inscrite au sein d'un espace enclavé ou désenclavé – offre aux individus un accès facilité aux informations (Elias, 1985) et un ensemble de ressources symboliques (la réputation, le système des valeurs) et économiques (l'emploi, l'entraide). L'accumulation comme la mobilisation de ces ressources permettent d'élaborer des stratégies d'appartenance locale. Ce capital d'autochtonie est appréhendé comme une ressource à réactiver par un ensemble d'engagements locaux dans le monde associatif, politique et économique. Déjà clivé socialement (classes, genre, générations), ce concept n'amène-t-il pas de nouvelles formes de catégorisation ? Dans le prolongement des travaux de Jean-Noël Retière, nous questionnerons les différences internes des classes sociales en les appréhendant par le biais des façons individuelles de s'approprier l'espace local et ses ressources. Comment ces modes d'intégration à l'espace local conduisent-ils à une hiérarchisation des individus ?

Le territoire devient-il une variable parmi d'autres, qui serait plus ou moins déterminante, non associée à une localisation précise mais à une modalité contextuelle selon les parcours de vie des individus (périodes de formation, regroupements familiaux, réseaux professionnels). Peut-on analyser le territoire en termes de vécu, de référence et d'identification ? De quelle manière le territoire intervient-il dans des processus

d'identification, de classification et de hiérarchisation ? Quels sont les moyens pour les chercheurs d'appréhender ces processus et ces changements à l'œuvre ?

## **2 Usages des discours sur le local : transformation et construction d'espaces sociaux**

Le territoire constitué comme objet scientifique est aujourd'hui prégnant. Intérêt qui va de pair avec le contexte politique actuel de « territorialisation » des politiques publiques. Un certain nombre de travaux vont en structurer l'approche, notamment, autour de l'analyse des transformations des institutions publiques (Ben Ayed, 2009).

Dans ce deuxième axe, nous questionnons l'omniprésence de ce contexte dans les enquêtes en cours. Les processus d'individualisation et de responsabilisation vécus par les acteurs, produit du « Nouveau Management Public » et de la décentralisation, imposent un regard du local aux individus (comme au chercheur), et ce, dans des domaines aussi larges que la santé ou l'éducation, le travail social ou, plus généralement, l'administration publique encadrant les pratiques de la vie quotidienne. Dans une démarche de coproduction de l'action publique locale, les acteurs publics comme privés sont au cœur des reconfigurations. Ainsi, les références au territoire, à la localité de l'action et aux contingents locaux sont courantes dans les propos de nos enquêtés. Ils peuvent simplement s'y référer, spécifier le contexte géographique ou formuler un véritable discours mobilisateur. Comment penser la référence au local dans l'analyse des actions sociales entre attachements, configurations, engagements, mobilisations et pratiques ?

Il s'agit, d'une part, de penser les discours constitués autour des notions de localité, de local et de territoire érigé comme valeur justificatrice de l'action sociale (Boltanski, Thévenot, 1991). D'autre part, il s'agit de repenser la référence au territoire dans l'usage rhétorique qu'il en est fait par les agents. Qui a intérêt à tenir un discours sur son ancrage territorial ? Qu'est-ce que cela nous révèle sur sa position dans un espace social plus large ? Y a-t-il des luttes de préemption à l'ancrage territorial ? De quelle manière ces luttes participent-elles à la transformation ou à la construction d'espaces sociaux ?

### 3 L'imbrication du local et du global : de quelle mondialisation parle-t-on ?

La mondialisation est considérée par certains auteurs comme une déterritorialisation accompagnée d'un délitement des liens sociaux ou comme un développement « supra territorial » des relations sociales, alors que d'autres chercheurs la traite comme un moyen d'intensification des interactions sociales et des échanges matériels, culturels, politiques ou symboliques entre localités distantes géographiquement et distanciées socialement. D'autres chercheurs s'interrogent sur la pertinence même de la notion de mondialisation : ne devrait-on pas plutôt parler de « multilatéralisation » ou de « transnationalisation », notamment dans le cas de coopérations, d'alliances ou de négociations entre acteurs au niveau international (Perron, 2005 ; Pouligny, 2001 ; Devin, 2004) ? La mondialisation permet la rencontre d'acteurs diversifiés et la construction de collectifs locaux ou de mouvements sociaux internationaux. Dès lors, nous pouvons nous demander en fonction de quels critères la circulation des savoirs et l'orientation des causes défendues s'effectuent ? Quels impacts les acteurs internationaux (institutionnels ou non) ont sur des territoires locaux, notamment dans le cadre de la mise en œuvre au niveau local des politiques internationales ou dans le cadre de la constitution de mouvements sociaux (Hours, 2005) ? Assiste-t-on à une globalisation qui supposerait une forme d'homogénéisation des discours, des pratiques et des représentations ?

Face à ces conceptions de la globalisation mondiale, comment penser la mobilité des individus, leurs mises en réseaux et l'expérience sociale locale ? Cette dernière est à la fois considérée comme menacée par la mondialisation et envisagée comme modalité stratégique d'accès au jeu mondial de la reconnaissance et du développement du local. Comment se traduisent les rapports entre ressources locales et internationales à travers les expériences sociales des agents dans l'espace social (Siméant, 2003) ? Quelles catégories d'analyses doit-on construire afin de saisir les articulations portant sur les spatialités des pratiques et des représentations sociales ? Voit-on se développer des mouvements locaux qui impliqueraient une résurgence de l'identification au territoire par les acteurs comme réponse à la mondialisation ?

## **Bibliographie :**

- Ben Ayed C., *Le nouvel ordre éducatif local. Mixité, disparités, luttes locales*, Paris, PUF, « Éducation et société », 2009.
- Boltanski L., Thévenot L., *De la justification, les économies de la grandeur*, Gallimard, 1991.
- Bourdieu P., *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris, 1994.
- Bourdieu P., « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 31, janvier 1980, pp. 2-3.
- Chamboredon J-C., Mathy J-P., Mejean A., Weber F., « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification », *Sociologie du Sud Est*, n°41-44, juillet-juin, 1984-85, pp.61-85.
- Devin G. (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- Dubar C., *Socialisation, construction des identités sociales et professionnelles*, Armand Colin, 2002.
- Elias N., « Remarques sur le commérage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°60, 1985, pp.23-29.
- Hours B., « Les ONG au service de la gouvernance globale : le cas de l'Ouzbékistan », *Autrepart*, n°35, mars 2005, pp. 115-126.
- Hours B., *Développement, gouvernance, globalisation. Du XX au XXIe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- Perron R., « L'Europe, actrice et moteur de la mondialisation depuis 1950 », *Relations internationales*, n°124, avril 2005, pp. 69-81.
- Poulligny B., « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une internationale civile », *Critique Internationale*, n°12, avril 2001, pp.163-176.
- Renahy N., *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2005.
- Renahy N., « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usage d'une notion », *Regards sociologiques*, n° 40, 2010, pp. 9-26.
- Renahy N., Mischi J., « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », *Politix*, n° 83, 2008, pp. 9-21.
- Retière J-N., *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, L'Harmattan, 1994.
- Retière J-N., « Autour de l'autochtonie. Réflexion sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol.16, n°63, 2003.
- Siméant J., « Une mondialisation du sans-frontiérisme humanitaire ? », in Laroche J. (dir.), *Mondialisation et gouvernance mondiale*, Paris, PUF, 2003.

## **Comité d'organisation :**

- Emilie Aunis (Université de Poitiers, GRESCO)
- Joachim Benet (Université de Poitiers, GRESCO)
- Joane Chabassier (Université de Limoges, GRESCO)
- Benoit Coquard (Université de Poitiers, GRESCO, Centre Maurice Halbwachs)
- Julie Desfauchaux (Université de Limoges, GRESCO)
- Arnaud Mège (Université de Poitiers, GRESCO)

Isabelle Prat (Université de Poitiers, GRESCO)  
Vonnick Ribéraud (Université de Poitiers, GRESCO)  
Fanny Thomas (Université de Limoges, GRESCO)  
Chantal Vallet (Université de Poitiers)

#### **Comité scientifique :**

Emilie Aunis (Université de Poitiers, GRESCO)  
Choukri Ben Ayed (Université de Limoges, GRESCO)  
Fabien Desage (Université de Montréal, CERIUM, Université de Lille, CERAPS)  
Bernard Hours (Institut d'Etudes du Développement économique et social, Université Paris I Panthéon Sorbonne – IRD)  
Gilles Moreau (Université de Poitiers, GRESCO)  
Nicolas Renahy (CAESAR INRA, Centre Maurice Halbwachs)  
Jean-Noël Retière (Université de Nantes, CENS)  
Dominique Royoux (Université de Poitiers, RURALITES, Fédération de recherches Territoires)  
Vonnick Ribéraud (Université de Poitiers, GRESCO)  
Arber Shtembari (Université de Limoges, GRESCO)  
Fanny Thomas (Université de Limoges, GRESCO)

#### **Calendrier :**

- 15 Décembre 2012 : date limite pour l'envoi des propositions de communications.
- 30 Janvier 2013 : envoi des réponses après évaluation par les membres du comité scientifique.
- A partir de février, mise en ligne des résumés des communications sur le site du GRESCO ( <http://gresco.labo.univ-poitiers.fr/> )
- 30 Mars 2013 : envoi des textes supports des interventions aux comités scientifique et d'organisation.

**Adresse pour toute correspondance** (envoi des propositions de communication, des textes supports des interventions, ou demande de renseignements) : [colloque.territoire@gmail.com](mailto:colloque.territoire@gmail.com)

*Ce colloque à dominante sociologique se veut néanmoins ouvert à d'autres disciplines : la géographie, les sciences politiques, l'anthropologie, etc.*

#### **Format des propositions de communications (en .doc ou .odt) :**

- Auteur(s)
- Statut(s)
- Discipline(s)

- Adresse postale
- Numéro de téléphone
- Établissement(s) et laboratoire(s) de rattachement
- Adresse(s) électronique(s)
- Titre de la communication
- Proposition de numéro d'axe
- Résumé entre 4000 et 5000 signes espaces compris, bibliographie non comprise

**Langue** : français